

à

Mesdames et messieurs les Ministres d'Etat, Ministres et Ministres délégués
Mesdames et messieurs les préfets de région et de département

Objet : France Simplification

France Simplification est un dispositif mis en œuvre, sous mon autorité, par le délégué interministériel à la transformation publique (DITP) pour organiser efficacement mon arbitrage sur les propositions issues du terrain pour :

- **Lever les blocages** rencontrés dans la mise en œuvre des projets locaux qui se heurtent à des obstacles juridiques ou procéduraux qui ne peuvent être démêlés localement
- **Arbitrer les conflits de normes ou les injonctions contradictoires** lorsque les instructions reçues ne sont pas cohérentes entre elles, afin que les administrations centrales puissent mieux les aligner
- **Simplifier les normes et les procédures** à partir de propositions concrètes issues du terrain
- **Sécuriser la déconcentration** en permettant aux préfets de faire corriger les pratiques qui ne seraient pas conformes aux orientations données par le Gouvernement.

Première ligne de France Simplification, les préfets s'organiseront pour recueillir les propositions des acteurs de terrain qu'ils informeront de ce nouveau canal de simplification. Les préfets conduiront les transformations nécessaires pour que, dans leurs relations avec les collectivités territoriales et les usagers, **les services et opérateurs de l'Etat parlent d'une seule voix, adoptent une posture de facilitation et soient orientés vers les solutions.**

Les préfets mobiliseront en priorité leurs prérogatives, notamment les pouvoirs étendus en termes de décision, de déconcentration, de différenciation et de dérogation, renforcés, dans le cadre de la refondation de l'Etat local, pour augmenter leur capacité d'action au plus près des Français.

Dans les seuls cas où les difficultés identifiées ne pourraient être réglées localement, les préfets pourront solliciter mon arbitrage via France Simplification. En cas d'accord interministériel sur la solution, une réponse est apportée par l'administration compétente. En cas de désaccord interministériel, le dossier est soumis à mon arbitrage dans le cadre d'**une réunion interministérielle présidée par mon cabinet (RIM) qui se tiendra chaque mois.**

Ce canal d'arbitrage interministériel sera également utilisé pour traiter les simplifications proposées par les ministères lorsqu'elles justifient une concertation interministérielle et pour recueillir les propositions de simplification relevant du niveau législatif.

Le délégué interministériel à la transformation publique me rendra compte régulièrement de la mise en œuvre de France Simplification et de ses résultats.

Le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification présentera régulièrement l'avancement de ce programme en conseil des ministres. Il assurera également la valorisation des résultats obtenus auprès du public.


François BAYROU



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interministérielle
de la transformation publique



FRANCE SIMPLIFICATION

Bilan de France Simplification à la fin juin

France Simplification

Un dispositif créé pour renforcer la capacité d'action de l'Etat dans les territoires

Sécuriser la déconcentration

en permettant aux préfets de faire remonter à l'arbitrage du Premier ministre les **pratiques** qui ne seraient pas conformes à ses orientations

Lever les blocages

rencontrés dans la mise en œuvre des **projets locaux** qui se heurtent à des obstacles juridiques ou procéduraux qui ne peuvent être démêlés par les préfets

Simplifier les normes et procédures

à partir de **propositions** issues du terrain

Bilan des dossiers pris en charge par France Simplification



465

Projets déposés par
les préfets depuis
novembre 2024

dont



326

Dossiers traités

Bilan des dossiers pris en charge par France Simplification

Des préfectures pleinement mobilisées

4

Dossiers en moyenne
remontés par
préfecture

Certaines préfectures
ont déposé plus de 10
dossiers

+10

Loire-Atlantique
Val d'Oise
Isère
Nord
Maine-et-Loire
Alpes-de-Haute-Provence



Les principaux enseignements Des thématiques prioritaires

+2/3

Des projets
concernent les
**politiques
environnementales** et
d'aménagement



32%

Concernent les
**politiques
environnementales**



28%

Concernent les
politiques d'urbanisme



9%

Concernent les
**politiques de logement
et d'hébergement**

Les principaux enseignements

Cinq enjeux de simplification particulièrement récurrents

Simplifier les **procédures d'urbanisme** et faciliter la **conduite de projet** (autorisations, parallélisation des phases de concertation...)

Faciliter la **gestion de l'eau** (schéma de planification d'aménagement et de prévention, traitement des **eaux usées** (dont enjeux sanitaires, économie de la ressource...)) ;

Faciliter l'implantation de projets d'**énergies renouvelables** dont le photovoltaïsme

Faciliter la **réhabilitation des friches industrielles** y compris en articulation avec les lois « Montagne et Littoral »

Disposer d'un mécanisme plus équilibré et proportionnel des **compensations** environnementales, du principe **ERC** et la gestion des **espèces protégées**

Les principaux enseignements

Différentes solutions mises en œuvre pour débloquer les projets



1/3

Des solutions conduisent à une évolution normative



2/3

Des solutions relèvent de leviers managériaux ou procéduraux



23% Modification **réglementaires**

12% Modification **législative**

17% Action d'**information** ou **formation** sur le dispositif

16% **Appui** de l'administration centrale aux services déconcentrés

12% **Modification de la doctrine** administrative

9% Renvoi vers **une solution locale** dans les mains du **préfet**

3% Lancement d'une **mission** ou d'une **expérimentation**

Suites

Mobiliser

- Les **préfets** pour **incarner un Etat facilitateur** qui s'organise pour simplifier la vie des Français et libérer les énergies
- Les **cabinets et les administrations centrales** pour construire les solutions

Structurer

- Confirmer France Simplification pour les **propositions des préfets** pour arbitrage PM
- Coordonner des propositions relevant du **niveau législatif**
- Centraliser les **propositions ministérielles** nécessitant une concertation interministérielle

Valoriser

Une valorisation des actions et de la mise en place des solutions après chaque RIM avec un **communiqué** de presse, des **visites ministérielles**, une communication du bilan en **Conseil des ministres**

Messages-clés pour les directeurs de cabinet

France Simplification est un dispositif aujourd'hui **bien approprié** et sur lequel nous pouvons continuer à construire

Les **actions de simplification** doivent venir aussi du **terrain** et cet ancrage est par ailleurs un excellent révélateur des incohérences administratives

Placé entre les mains des **préfets**, France Simplification fait aussi partie du *momentum* de la **nouvelle étape de la déconcentration**

Pour que les dossiers de simplification aboutissent, nous devons poursuivre la **mobilisation des services**, via les RIM et avec l'**appui des cabinets**



Annexe : détail des thématiques des dossiers

Suivi des projets France Simplification

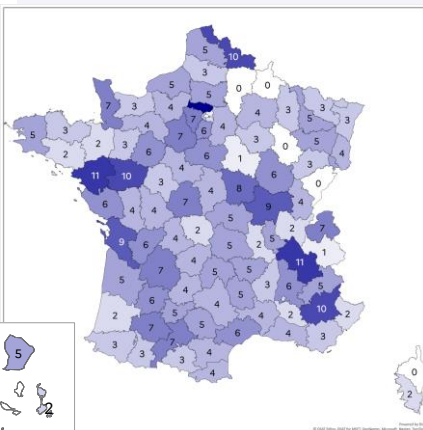
Bilan à date

465

Projets reçus

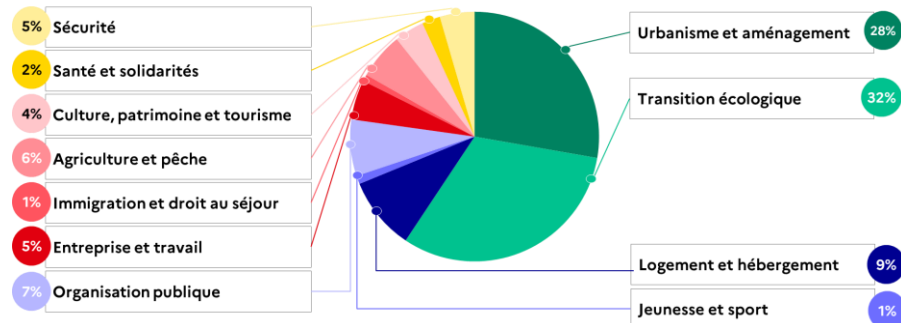
Des projets **déposés par** :

96 préfectures de
département et 5
préfectures de région



Des projets qui portent majoritairement sur les **compétences du ministère de la transition écologique** :

2/3 Des demandes concernent des sujets eau, biodiversité, énergie, urbanisme, aménagement du territoire, logement



Bilan des grands enjeux de simplification issus des 465 projets reçus

- Faciliter l'implantation de **projets d'énergies renouvelables**
- Faciliter le développement de projets économiques et la **réhabilitation de friches** industrielles
- Simplifier les procédures de mise en place de **moyens de lutte contre les incendies** dont les pistes DFCI (dérogation à la destruction d'espèces protégées,...)
- Simplifier les procédures de mise en place de moyens de **lutte contre les inondations** (classement des systèmes d'endiguement, mise en transparence en l'absence de classement...)
- Disposer d'un mécanisme plus approprié de détermination du volume et de l'accès aux **compensations environnementales**
- Adapter le cadre général de la **méthanisation agricole** et simplifier la valorisation des **déchets** (épandage...)
- Alléger les procédures liées à l'**archéologie préventive** et mieux accompagner les porteurs de projet
- Mieux coordonner l'action des services de l'Etat sur la **politique du logement** (lutte contre logement insalubre, rénovation, logement social...)
- Simplifier les **procédures d'urbanisme** et faciliter la **conduite de projet** (autorisations, parallélisation des phases de concertation...)
- Faciliter les projets de réutilisation des **eaux usées traitées** (enjeux sanitaires, économie de la ressource...)
- **Faciliter les mutualisations** (RH, données, outils...) entre collectivités et services de l'Etat (mutualisation d'agents, accès des données LAPI...)
- Clarifier les catégorisations et simplifier procédures liées à la **commande publique**
- Faciliter l'utilisation des **nouvelles technologies et de l'IA** dans la mise en œuvre des politiques de sécurité (analyse d'images de vidéosurveillance...)
- Permettre une meilleure prise en compte de **circonstances locales** et élargir le **pouvoir de dérogation des préfets** (exemple : faciliter les dérogations « au seuil »)

Bilan des thématiques de simplification issus des 465 projets reçus

Les principaux sujets MECOLOGIE/MATD (DHUP)

Compensation (zones humides, forêt...), principe ERC

9

Modification de procédures et documents d'urbanisme

63

Dérogations à la destruction d'espèces protégées

27

Zones humides et implantation d'entreprises

13

Urbanisme et logement (dont logement social)

49

Dérogations à la loi littoral dont construction dans la bande des 100m ou loi montagne

21

SAGE / SDAGE

9

Procédures en PNR, RNN...

5

Réutilisation des eaux traitées, qualité des eaux

11

Procédures cas par cas et interventions de la MRAe

10

Autoconsommation collective

17

Retenues d'eau, notamment agricoles

14

Réglementation relative aux systèmes d'endiguement

5

Projets d'énergie renouvelable

44

Infrastructure de transport et mobilité

14

Lutte contre les incendies (DFCI, BDS...)

6

Méthanisation, épandage et déchets agricoles

6

ZAN (installation de parc PV, implantation d'entreprises...)

12

Gestion des déchets

4

Bilan des thématiques de simplification issus des 465 projets reçus

Les principaux sujets MI / MATD-DGCL

Etrangers et droits au séjour
(CESEDA, PSP...)

6

Sécurité routière,
circulation de poids lourds

5

Déductions fiscales, reversement de
recettes, gestion d'excédents

3

Lutte contre la criminalité et enquêtes
(relevés biométriques, LAPI...)

4

Sécurité des personnes et risques
naturels (inondations, feux...)

16

Résorption de décharges, autorisation
de démolition

2

Utilisation du pouvoir de
dérogation du préfet

1

Sécurité des personnes et risques
(ouvrages, PV, éoliennes et radar...)

8

Aménagements commerciaux,
réhabilitation de sites...

12

Compétences du préfet (type d'avis,
pouvoir d'évocation, délais...)

11

Sécurité des personnes et
réhabilitation (FARU, logements...)

4

Saisine des CDCI, concertations
locales, mobilisation des élus

2

Relations Etat-Collectivités et
compétences des collectivités

14

Autres – sécurité (hélégrenadage)

1

Fonctionnement des services
déconcentrés

12

Autres (temps de travail EHPAD non
hospitaliers, cession de parcelles du
domaine de l'Etat à la SAFER de
Guyane...)

18

Bilan des thématiques de simplification issus des 465 projets reçus

Les principaux sujets MINAGRI

Processus agro-industriel et
réutilisation d'eaux traitées

5

Changement de destination de
bâtiments agricoles

1

Simplification des démarches
administratives pour les agriculteurs

13

Retenues d'eau agricoles, définition
agricoles des cours d'eau

8

Développement d'exploitations et
installation de PV

7

Evolution de règles de gestion (rotation
de culture, épandage de fertilisants...)

5

Gestion des déchets agricoles,
épandage

3

Nouvelles technologies (robotisation,
utilisation de drones)

3

Gestion de la menace lupine
(utilisation de SAFRAN,...)

5

Gestion des déchets agricoles,
méthanisation

5

Autres (fonds hydraulique, irrigation,
règles de rotation des cultures...)

5

Bilan des thématiques de simplification issus des 465 projets reçus

Les principaux sujets MINEFI

Transfert de compétences et règles
comptables

3

Aménagement commercial,
procédures dérogatoires CDAC

2

Réhabilitation de friches,
développement économique

10

Déductions **fiscales**, reversement de
recettes, gestion d'**excédents**

4

Projets touristiques (passerelle, plan de
résilience d'espaces lacustres...)

5

Accélération de projets industriels

15

Règles relatives à la **commande**
publique et participations financières

4

Accélération de projets d'énergies
renouvelables (PV, éoliennes...)

8

Autres (fonctionnement du guichet de
formalités des entreprises, financement
reconstruction EHPAD, achats de
véhicules d'occasion, participation
financière privée à des travaux de
gestion de l'eau par un syndicat public...)

11

Bilan des thématiques de simplification issus des 465 projets reçus

Les principaux sujets MINISTÈRES SOCIAUX

Compétences du préfet (contrôle d'aptitude physique...)

3

Processus agro-industriel et
réutilisation d'eaux traitées

4

Construction, réhabilitation de logements sociaux, foyers jeunes travailleurs, EHPAD

4

Droit du travail (ruptures conventionnelles, temps de travail)

7

Usage domestique **des eaux usées traitées**

3

Réutilisation des matériels médicaux ou paramédicaux

1

Autres (assouplissement de la police des ICPE avec extension du droit à l'erreur pour les sujets santé publique...)

13

Bilan des thématiques de simplification issus des 465 projets reçus

Les principaux sujets MCULTURE

Projets touristiques (passerelle, plan de résilience d'espaces lacustres...)

2

Restauration de bâtiments avec un intérêt patrimonial

2

Simplification de procédures et avis ABF

3

Articulations de projets à dimension économique et patrimoniale

2

Réhabilitation de friches et vestiges archéologiques

5

Autres (simplification de la procédure de création de PDA, reconnaissance France compétences et RNCP...)

3



GOVERNEMENT

Liberté

Égalité

Fraternité

Direction interministérielle
de la transformation publique